

FRONT DE GAUCHE GENNEVILLOIS

LE PLF 2025 : UNE ATTAQUE EN RÉGLE CONTRE GENNEVILLIERS ET SES HABITANTS !



Elsa Faucillon

Le projet de loi de finances envisagé par le gouvernement de Michel Barnier s'inscrit dans une véritable déclaration de guerre aux services publics et aux collectivités locales avec une coupe massive de 5 milliards d'euros.

Pour Gennevilliers, cela représenterait une perte de 5 millions d'euros de recettes. Un véritable hold-up pour le fonctionnement et les investissements !

Ainsi, par exemple, le « Fonds vert », dispositif qui vise à accélérer la transition écologique, se voyait amputer de 1,5 milliard, condamnant les écoles et bâtiments publics à la vétusté énergétique. Quelle honte !

Avec ce projet, nos centres de loisirs, crèches, conservatoire et centres de santé étaient fortement menacés ; le gouvernement forçant à choisir entre fermetures et hausses de tarifs insupportables. Un véritable massacre social en perspective.

Gennevilliers refuse de laisser sacrifier ses habitants sur l'autel de l'austérité.

D'autres projets de loi de finances sont possibles prenant en compte les besoins des populations.

Et nous exigeons que les ultrariches et les multinationales paient enfin leur juste part, au lieu de pressurer les villes populaires.

L'État doit cesser son racket des collectivités et nous donner les moyens d'investir pour l'emploi et l'avenir.

GROUPE SOCIALISTE, RÉPUBLICAIN, CITOYEN



Laurent Noël

Une nouvelle année commence, et nous aimerions vous la souhaiter douce et apaisée ; ce ne sera hélas pas le cas.

Ce second mandat d'Emmanuel Macron, qui n'en finit pas, entraîne notre pays et ses collectivités dans un marasme tel qu'il devient parfoi difficile de choisir ses causes et de s'y tenir. Tant de pans de notre société dysfonctionnent : de l'école à l'hôpital, des salaires aux pensions de retraite... Comment réparer tout ce que les gouvernements successifs de ce président ont abîmé ?

À l'instant où nous écrivons ces lignes, nous n'avons pas de Premier ministre, l'extrême droite est aux portes du pouvoir, et les forces de gauche et progressistes peinent à proposer un projet fédérant une possible majorité.

Localement, vos élus socialistes et républicains poursuivent leur travail quotidien avec leurs partenaires de gauche. Nous œuvrons pour le maintien et le développement de vos droits, nous sommes présents et engagés pour vous, sans démagogie, avec sérieux, pour améliorer le présent et préparer l'avenir.

Vous pouvez nous joindre sur groupe.socialiste@ville-gennevilliers.fr ou au 01 40 85 63 56.

GENNEVILLIERS-ÉCOLOGIE/ EUROPE ÉCOLOGIE-LES VERTS

QUE PEUT-ON ESPÉRER POUR 2025 ?



Délia Toumi

L'année 2024 n'aura pas été une bonne année pour l'humanité et notre planète. Seuls les jeux Olympiques et Paralympiques en France auront donné pour notre pays un court moment de joie et de bonheur. L'année 2024 a été l'année la plus chaude depuis le début de notre ère industrielle. Les catastrophes générées par le bouleversement climatique (inondations, sécheresses, incendies, effondrements) touchent tous les continents et notamment l'Europe et la France. La biodiversité s'effondre dans le monde entier. La volonté de puissance revient avec la guerre et la course aux armements. Pourtant, l'écologie a reculé au plan électoral, en France et en Europe, marquant une certaine désaffection voire hostilité de l'opinion publique. Les politiques vertes sont partout remises en cause sous la pression notamment des lobbies industriels et des partis populistes d'extrême droite. Notre pays traverse une crise politique et institutionnelle sans précédent depuis 1958. Sans majorité parlementaire, sans gouvernement en mesure de conduire une politique de changement.

Faut-il pour autant désespérer ? Partout des élus, des citoyennes et citoyens, des ONG, des acteurs de l'économie locale et solidaire se mobilisent pour changer nos modes de vie, de produire et de consommer, tisser des rapports de solidarité et de coopération. Aménager différemment nos villes et nos campagnes. Prévenir les risques climatiques. Diminuer notre empreinte écologique tout en créant un cadre de vie meilleur pour tous. C'est ce à quoi s'attachent les élus écologistes dans toutes les collectivités. C'est ce que nous faisons au sein de la majorité municipale à Gennevilliers.

2025 doit être une année de l'espoir en faveur d'un changement pour une société plus juste, plus sûre, plus solidaire à l'opposé du chacun pour soi. L'incertitude du présent ne doit pas nous démobiliser. Les échéances électorales à venir doivent aussi être l'occasion de construire ensemble les chemins d'un avenir.

UNION DES GENNEVILLOIS.E.S

GENNEVILLIERS GARDE LE CAP MALGRÉ UN CONTEXTE NATIONAL DÉFAVORABLE



Véronique Desmettre

La situation financière des collectivités locales se dégrade sous les coups de boutoir du gouvernement. Les choix politiques de l'État fragilisent nos ressources et notre capacité d'action au service des habitants.

Après la suppression de la taxe professionnelle puis de la taxe d'habitation, nos marges de manœuvre se réduisent. Nous dépendons désormais de dotations en baisse qui ne suivent ni l'inflation ni nos besoins réels.

Dans le même temps, le gouvernement impose des charges nouvelles sans les compenser. Une situation d'autant plus difficile dans un contexte d'inflation qui accroît mécaniquement nos dépenses.

Pour autant, Gennevilliers dispose d'atouts solides. Notre gestion rigoureuse maintient une situation financière saine. Notre capacité d'autofinancement reste positive et notre endettement est maîtrisé, avec un ratio bien en-deçà des seuils d'alerte.

Surtout, nous avons su tisser des partenariats forts, que ce soit avec l'AP-HP pour la santé ou le tissu associatif local. Cette capacité à fédérer les énergies est précieuse.

La crise sanitaire l'a démontré : la mobilisation de 400 bénévoles prouve la force de notre cohésion sociale.

C'est pourquoi, malgré ce contexte difficile, nous restons confiants dans notre capacité collective à maintenir le cap d'une ville populaire, écologique et solidaire. Les Genevillois peuvent compter sur notre détermination à préserver et développer un service public local de qualité, accessible à tous.

Bonne année à tous !

ENSEMBLE POUR GENNEVILLIERS

CONTRIBUTION NON PARVENUE

LES GENNEVILLOIS

DE BONS VŒUX ET DE DURES RÉALITÉS



Lætitia Ghirardi

Notre groupe vous souhaite, ainsi qu'à vos proches, une belle et heureuse année 2025. Nous espérons que les fêtes vous ont permis de bien vous ressourcer, en famille, entre amis, car cette nouvelle année, comme les précédentes, nous apportera son lot d'absurdités.

Parlons d'abord de la mise en place de la Zone à Faibles Émissions (ZFE), effective depuis le 1^{er} janvier. À Gennevilliers, ce dispositif soulève de vives inquiétudes car plus de 6 000 véhicules (hors Crit'Air 1 et 2) sont concernés, et ne sont plus autorisés à rouler en semaine, de 8h à 20h. Si l'objectif est louable, réduire la pollution, sa mise en œuvre pénalise principalement les habitants des quartiers populaires qui, pour beaucoup, ont des véhicules anciens, polluants, faute de moyens pour en acheter des neufs, plus propres. Des aides publiques ont été mises en place par l'État et la Métropole du Grand Paris pour réduire le reste à charge à l'achat de voitures électriques ; la Municipalité, elle, n'a encore rien proposé de concret. À la place, et alors que le sujet est identifié depuis des années, Patrice Leclerc et ses affidés ont lancé une pétition anti-ZFE à la toute fin 2024. Faute d'anticipation suffisante, il reste à souhaiter que cette majorité ne fasse pas de zèle en matière de verbalisation.

Ce sujet montre que les transitions doivent toujours bénéficier d'un accompagnement social fort, sans quoi des décisions hors-sols s'appliquent, les inégalités sociales s'aggravent, et l'action publique finit de se discréditer. Payer ne serait-ce que 2 000 € de reste à charge pour un véhicule propre - si toutes les aides sont accordées - reste un véritable défi au moment où le pouvoir d'achat des familles est en berne. Il en va de même, et ce sera notre second exemple, en ce qui concerne le paiement de la cantine scolaire en cas d'absence. La Municipalité a décidé de pratiquer la triple peine si l'absence n'est pas justifiée : l'enfant mange chez lui, ce qui a un coût ; les parents paient plein tarif la cantine, alors que leur enfant n'y mange pas ; une pénalité de 5 € est pratiquée, pour peaufiner l'injustice. Une question se pose alors : doit-on pénaliser, sans discernement, des familles soumises à des imprévus d'ordre professionnel ou personnel, et qui peinent à obtenir un rendez-vous médical dans la minute ? Notre réponse est NON.

Pour cette majorité sortante, c'est leur façon de vous souhaiter leurs « bons » vœux. Pas la nôtre.

LES RÉPUBLICAINS

QUID DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL ?



Philippe Hallais

Les médias et politiques étrangers sont consternés devant le spectacle de la France : dette abyssale (3 200 milliards d'Euros), niveau d'imposition exceptionnel (« record » mondial), ensauvagement de la société (notre pays a été classé le plus dangereux en Europe), instabilité politique (2 mois sans gouvernement). La liste de nos problèmes pourrait s'allonger, mais le principal point est : qui prend en compte l'intérêt général de notre patrie et de son peuple ? Illustration non exhaustive ci-dessous :

- Le budget du ministère des finances fait apparaître une dépense supplémentaire de 60 milliards non expliquée : comment ce point a-t-il pu être occulté ? Quelles actions, voire sanctions, devraient être appliquées ?

- L'accord avec le Mercosur a été signé par la dirigeante européenne sans la présence de la France et en dépit de l'opposition de certains pays de l'Union Européenne. Son application aura pour conséquence une dégradation de la vie de nos agriculteurs, qui subiront une concurrence déloyale. Ainsi, les Français consommeront des viandes produites hors normes européennes, lesquelles sont imposées aux agriculteurs français. À noter également : 2 agriculteurs se suicident chaque semaine, les produits voyageront 10 000 km (qu'en pensent nos écologistes ?). Qui défend notre agriculture ?

- Nos dirigeants, refusant de s'opposer au gouvernement allemand, envisagent « sereinement » d'augmenter le prix de l'électricité pour les usagers et les entreprises. Cette décision est scandaleuse à plus d'un titre : prix de l'électricité piloté par le prix du gaz (ce qui est une aberration), développement du parc des éoliennes (dont nous n'avons aucunement besoin, du fait de nos centrales nucléaires et de nos barrages). Qui se préoccupe de rationaliser nos coûts de l'électricité ?

- La fraude sociale (on sait par exemple que 7 à 8 millions de carte vitale circulent illégalement) représenterait un coût considérable de 40 milliards d'Euros. Qui combat cette iniquité ?

- La mise en place du Pacte Vert européen aura pour conséquence un arrêt de la croissance, voire une récession entraînant un chômage de masse. Qui prend en charge la défense de notre bien commun face à L'Europe, l'Allemagne, les écologistes ? À ce stade, nous ne pouvons que constater un manque (pour ne pas dire la vacuité) de courage politique. Ainsi, notre Président s'est exprimé. Mais, comme le proclamait l'humoriste Raymond Devos, son discours se résuma à : « *Moi, quand je n'ai rien à dire, je veux qu'on le sache !* »

N'ayant pas l'interdiction d'être optimistes, nous vous souhaitons une heureuse année.

LES CONTRIBUTIONS PUBLIÉES DANS CES PAGES N'ENGAGENT PAS LA RÉDACTION DE GENNEVILLIERS MAGAZINE